

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 28 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

P. BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 Tressin

Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement P. BRABANT implanté 25 route Nationale 59152 Tressin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- P. BRABANT
- 25 route Nationale 59152 Tressin
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV. L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83 769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500 m au sud-ouest du centre ville de Tressin.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles. L'établissement est un établissement seuil bas visé par l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sites et sols pollués
- autosurveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les

justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un IBC contenant de la NMP a été observé hors rétention. L'exploitant a fait le nécessaire suite à l'inspection. 4 IBC contenant de l'émulseur sont également stockés hors rétention. L'exploitant est invité à les placer de manière à prévenir toute infiltration accidentelle dans les sols. Les modalités de gestion des terres excavées en lien avec le chantier de création des supports de racks de tuyauteries seront précisées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2	/	Sans objet
2	Eaux souterraines	Lettre du 23/01/2018, article /	/	Sans objet
3	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 3	/	Sans objet
4	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 4	/	Sans objet
5	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 5	/	Sans objet
6	Poursuite d'exploitation	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2	/	Sans objet
7	Poursuite d'exploitation	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2	/	Sans objet
8	Poursuite d'exploitation	AP Complémentaire du 25/11/2015, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Traitement par venting	Lettre du 23/01/2018, article /	/	Sans objet
10	Gestion des eaux usées	AP Complémentaire du 23/12/2016, article 3	/	Sans objet
11	Gestion des eaux usées	AP Complémentaire du 27/05/2013, article 2.5	/	Sans objet
12	Gestion des eaux usées	AP Complémentaire du 23/12/2016, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une pollution historique des sols et des eaux souterraines (essentiellement BTEX et COHV) au droit de l'établissement est existante.
L'exploitant satisfait à ses obligations réglementaires en matière de traitement (exploitation d'une barrière hydraulique et pompage au droit du magasin A) et de suivi.
L'analyse résiduelle des risques réalisée en 2021 conclut à la compatibilité de l'état du site avec son usage industriel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe trimestriellement sur les piézomètres suivants : pz1, pz2, pzEap01, pzahi, pzBois.</p> <p>Les échantillons d'eau souterraine prélevée au droit des piézomètres font l'objet des analyses suivantes :</p> <p>Trimestriel : ph, conductivité, t°, BTEX, COHV</p> <p>Semestriel : DCO, DBO5, métaux, HAP, hydrocarbures C10-C40</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>L'exploitant transmet au Préfet le bilan de l'année n des campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines, dans un délai n'excédant pas le 31 mars de l'année n+1.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son site via les ouvrages de surveillance référencés pz1, pz2, pzeap01 et hors site via les ouvrages pzahi et pzbois.</p> <p>Les résultats ne sont pas déclarés sous GIDAF.</p> <p>Un tableau de synthèse a été présenté en séance. L'examen de ce dernier met en évidence les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'historique des résultats des analyses effectuées sur les 5 ouvrages précités depuis leur installation (2008 pour certains piézomètres) est dressé, - la fréquence de surveillance est partiellement respectée, le nombre de mesures annuelles allant de 2 à 4 en fonction des années, - le programme analytique décrit à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25/11/15 n'est pas entièrement respecté : absence de mesures pour les paramètres pH, conductivité, température, benzène, DCO, DBO5, métaux, HAP, hydrocarbures C10-C40. <p>L'exploitant indique en retour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce tableau ne recense pas l'ensemble des données de suivi, - il se focalise sur les principaux polluants caractéristiques du site, - la surveillance effectuée porte bien sur l'ensemble des paramètres réglementés, - il travaille à la mise à jour du tableur de suivi afin d'y faire apparaître l'ensemble des paramètres. <p>Le dernier bilan détaillé du suivi réalisé porte sur la période 2006-2019 (rapport EACM Ea2869c – synthèse piézométrique – avril 2020).</p> <p>Il met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'abattement d'une part significative des pollutions en BTEX et COHV, la nappe restant néanmoins fortement impactée par ces paramètres, - l'absence d'impact concernant les paramètres hydrocarbures, HAP et métaux, - la migration potentielle de la pollution à l'extérieur du site avant mise en place des traitements (traces détectées de composés traceurs de la pollution du site sur pzahi et pzbois), - la présence d'une source concentrée en solvants, BTEX, alcools et cétones au droit du magasin A, - la nécessité de poursuivre la surveillance des eaux souterraines.
Observations : O1a) Le tableur de synthèse complet intégrant l'ensemble des données attendues en

application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25/11/15 est à communiquer à l'inspection de l'environnement.
O1b) Les résultats de l'autosurveillance de la qualité des eaux souterraines sont à déclarer sous GIDAF (au même titre que les rejets d'eaux de surface et du suivi légionelles).
O1c) L'exploitant veillera à s'assurer du respect de la fréquence de mesure trimestrielle pour les paramètres BTEX et COHV.
O1d) Un bilan quadriennal portant sur la période 2019-2022 est à réaliser, selon les engagements pris par courriel suite à l'inspection.
O1e) Le relevé piézométrique est à réaliser lors des campagnes d'échantillonnage, afin de pouvoir comparer l'évolution de la qualité des eaux avec les fluctuations de la hauteur de nappe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Lettre du 23/01/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne le magasin A, il vous revient de compléter la surveillance piézométrique par des campagnes trimestrielles de prélèvements et d'analyses au droit de Eap3 et pz4 (aval proche de ce magasin).</p> <p>Lors de cette surveillance, qui est à effectuer pendant toute la durée des travaux de dépollution, les paramètres mesurés seront : le niveau de la nappe, les BTEX, les COHV, les alcools et solvants polaires, les hydrocarbures totaux fraction C10-C40 et les hydrocarbures volatils fraction C5-C10.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède à des mesures trimestrielles de la qualité des eaux souterraines sur les ouvrages Eap3 et pz4. Les résultats d'analyses présentés portent sur les paramètres toluène, ethylbenzène, xylène, cis1,2dichloroéthylène, chlorure de vinyle.</p> <p>Comme pour le point de contrôle précédent, l'exploitant indique réaliser un suivi pour l'ensemble des paramètres réglementés et doit compléter son tableau de suivi.</p> <p>L'analyse de ces données met en évidence une tendance à la baisse des teneurs en polluants. Cette évolution s'explique par le pompage et le traitement des eaux (filtration sur charbon actif) au droit du magasin A mis en œuvre depuis 2018 via l'ouvrage Eap3. L'exploitant indique avoir arrêté le pompage pour des raisons techniques entre juin et décembre 2022. Le système de traitement est de nouveau opérationnel depuis début 2023.</p>
Observations : O2) Le tableur de synthèse complet intégrant l'ensemble des données attendues en application de la lettre préfectorale du 23/01/18 pour les ouvrages pz4 et pzeap3 est à communiquer à l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Barrière hydraulique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une barrière hydraulique est installée et maintenue en bon état de fonctionnement pour empêcher toute propagation de la pollution à l'extérieur des limites de propriété du site. Son efficacité fait l'objet d'un contrôle régulier notamment au moyen de la surveillance de la qualité des eaux souterraines visée à l'article 2. La barrière hydraulique est constituée de 25 ouvrages répartis selon le plan annexé au présent arrêté. Toute modification apportée à la barrière hydraulique (implantation, paramètres de fonctionnement, mise à l'arrêt...) sera portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La barrière hydraulique est constituée de 25 puits dont 20 en fonctionnement (P1 à P8, qui constitue la « barrière haute » et P14 à P25, « barrière basse »). Les ouvrages P9 à P13 ne sont pas exploités car ils présentent des teneurs faibles en polluant et l'exploitant ne souhaite pas mobiliser la pollution vers cette zone du site.</p> <p>Chacun des puits est équipé d'une pompe d'un débit nominal de 3 m³/h.</p> <p>L'exploitation se fait selon le schéma suivant : 3 puits en fonctionnement en simultané, pour un débit de pompage total de l'ordre de 3 m³/h.</p> <p>L'exploitation de la barrière hydraulique est réalisée par la société GRS VALTECH. Les installations ont été vues sur site lors de l'inspection « terrain ».</p> <p>Les bilans annuels de suivi pour les années 2021 et 2022 ont été présentés. En résumé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux de fonctionnement de la barrière est de l'ordre de 95 %, - un total de 172 826 m³ ont été traités depuis la mise en service de la barrière en 2009, - la masse totale de polluants récupérés se monte à 235 kg (BTEX + COHV) en 2022 pour un total de 107 tonnes récupérées depuis 2009.
<p>Observations : O3a) l'exploitant communiquera la procédure d'exploitation de la barrière hydraulique précisant l'ensemble des modalités de suivi du bon fonctionnement et d'entretien préventif/curatif des équipements constituant la barrière.</p> <p>O3b) l'installation de traitement des eaux, bien que fonctionnelle, commence à présenter des signes de vétusté. L'exploitant précisera ses intentions sur un éventuel revamping de l'installation de stripping et sur l'installation de pompes pneumatiques en lieu et place des pompes électriques plus sensibles à la dégradation au regard de la qualité des eaux pompées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pompées par la barrière hydraulique sont traitées avant rejet dans les bassins 1 et 2 regroupant les eaux industrielles du site. Les conditions de rejet des bassins 1 et 2 au réseau communautaire respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 sus-visé. Les volumes pompés par la barrière hydraulique et rejetés sont mesurés et totalisés. L'exploitant procède à des analyses trimestrielles des eaux pompées avant et en sortie d'unité de traitement. Les paramètres mesurés sont les BTEX et les COHV.</p>
<p>Constats : Les eaux pompées par la barrière hydraulique sont traitées par décantation et stripping, avant d'être orientées vers les bassins 1 et 2 du site puis rejetées au réseau urbain après validation analytique (rejet par batch).</p> <p>Les volumes pompés par la barrière hydraulique sont comptabilisés (environ 14 000 m³ pompés en 2022).</p> <p>L'exploitant procède à une analyse semestrielle de la qualité des eaux en amont et en aval du traitement par stripping (en amont des bassins 1 et 2). Les résultats des analyses ont été présentés en séance. Ils mettent en évidence un abattement moyen de 88 % pour les BTEX et de l'ordre de 90 % pour les COHV pour l'année 2021.</p>
Observations : O4) le bilan du suivi analytique des eaux pompées en amont et aval de stripping pour l'année 2022 est à communiquer à l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de synthèse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le traitement des eaux pompées fait l'objet d'un rapport annuel de synthèse dans lequel sont notamment détaillés :</p> <p>la mise en œuvre de la barrière de pompage (implantation, équipements des puits)</p> <p>la mise en œuvre du traitement des eaux</p> <p>les paramètres de suivi de l'installation de traitement (temps de fonctionnement, volumes pompés, quantité totale de produits extraite, teneur moyenne des eaux traités)</p> <p>le suivi analytique de l'efficacité du traitement (suivi analytique du PzEa01, suivi analytique en sortie de process au niveau du point de rejet vers le bassin usine).</p> <p>L'exploitant transmet au Préfet le rapport annuel de synthèse de l'année n dans un délai n'excédant pas le 31 mars de l'année n+1.</p>
<p>Constats : Le bilan détaillé pour l'année 2021 a été présenté. Il reprend l'ensemble des éléments attendus (cf. point de contrôle précédent).</p> <p>Un bilan synthétique pour l'année 2022 a également été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Poursuite d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mettre en place
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : pomper le produit liquide concentré identifié lors du diagnostic de sols au droit du sondage S25 entre 2 et 3 mètres de profondeur, afin de permettre la suppression d'une source potentielle de contamination de la nappe par les COHV, les BTEX et les hydrocarbures, principaux polluants caractérisant ce produit pur ;
Constats : Les travaux de dépollution autour du sondage S25 (local pièces détachées) ont été réalisés en 2015 (pompage de 8m ³ de produit pur identifié dans une galerie technique). Les opérations ont été réalisées en interne. L'exploitant a présenté en séance le tableau de suivi du chantier, listant notamment les enlèvements des déchets (produits pompés stockés en GRV), les références des BSD correspondants et le centre de traitement final.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Poursuite d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mettre en place
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>procéder à des investigations complémentaires de sols au droit des allées qui séparent les parcs à fûts afin de préciser l'extension latérale de la poche de pollution identifiée au droit du sondage S32, à proximité de l'aire de stockage des fûts de solvants et approximativement au droit de l'ancien bassin identifié à partir de photographies aériennes</p>
<p>Constats : Le rapport EACM Ea2869 de février 2015 détaille les investigations de terrain réalisées au niveau du parc à fûts. Elles mettent en évidence au droit de ce dernier une pollution significative par différents composés organiques, principalement des dérivés de benzène et d'hydrocarbures, jusqu'à au moins 4 mètres de profondeur (zone de battement de la nappe).</p> <p>L'emprise de la zone polluée concernée est estimée à 1500 m².</p> <p>Suite à ce premier diagnostic, un plan de gestion a été élaboré. Il fait l'objet du rapport EACM Ea2869b de mars 2021 – plan de gestion parc à cuves.</p> <p>Au regard du bilan coûts / avantage réalisé, les mesures de gestion les plus pertinentes sont le confinement sur site et le traitement in situ par venting.</p> <p>Cette dernière option n'est pas retenue par l'exploitant compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du caractère entièrement imperméabilisé de la zone et de la présence de rétentions maçonnées sur la majorité de l'emprise concernée. L'implantation des puits de venting ne pourrait ainsi se faire qu'à l'extérieur de ces dernières afin de ne pas altérer leur étanchéité. Le traitement ne serait ainsi que partiel, - l'exploitation de la barrière hydraulique qui limite la migration de la pollution hors site. <p>La mesure de gestion la plus pertinente est en conséquence le confinement de la pollution sur site, qui est déjà effectif suite au réaménagement il y a une dizaine d'années du parc à cuves (présence d'une dalle béton et d'enrobé sur l'intégralité de l'emprise concernée).</p> <p>Le plan de gestion comporte une analyse résiduelle des risques (ARR) qui démontre la compatibilité de l'état du site avec son usage actuel (industriel).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Poursuite d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2015, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de synthèse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au Préfet le rapport annuel de synthèse, des actions mises en place, de l'année n dans un délai n'excédant pas le 31 mars de l'année n+1.
Constats : Les différents bilans évoqués précédemment permettent de satisfaire à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traitement par venting

Référence réglementaire : Lettre du 23/01/2018, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mettre en place
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au vu des différents documents transmis et suite à une visite d'inspection sur site en date du 5 septembre 2017, je vous donne acte de cet arrêt. Toutefois, je vous informe que ces puits ne pourront être démantelés qu'après une période d'observation.
Constats : L'installation de venting a été arrêtée en 2018. Les 40 puits et le biofiltre sont encore présents sur site, seuls les réseaux de canalisation ont été démantelés. L'installation peut ainsi être remise en service si nécessaire sans nécessiter de travaux lourds.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance interne en sortie de l'osmoseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autosurveillance interne en sortie de l'osmoseur (ou tout autre dispositif de pré-traitement des eaux usées issues de la régénération des solvants) :

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
Débit	En continu	
pH	Journalière	NF T 90 008
NMOR	Trimestrielle	CPG/TEA ou équivalente
Rendement du dispositif de traitement sur la DCO	Mensuelle	

Autosurveillance du rejet n°1 (rejet vers le réseau d'assainissement communautaire) :

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
Débit	À chaque vidange	
pH	À chaque vidange après homogénéisation	NF T 90 008
DCO	À chaque vidange	NF T 90101
MeS	À chaque vidange	NF EN 872
DBO5	Mensuelle	NF EN 1899-1
N	Mensuelle	NF EN ISO 11905-1
P	Mensuelle	NF EN ISO 6878
Métaux	Mensuelle	
NMOR	Mensuelle	CPG/TEA ou équivalente

Constats : L'autosurveillance réalisée en sortie d'osmoseur (traitement des eaux industrielles issus du process morpholine) met en évidence un abattement de l'ordre de 90 % de la DCO et l'absence de détection de la NMOR en sortie d'installation de traitement.

Les résultats d'autosurveillance du rejet n°1 sont déclarés par l'exploitant sur GIDAF. La fréquence de mesure et le programme analytique sont respectés. Une mesure est réalisée mensuellement alternativement en sortie des bassins 1 et 2 (qui constituent le point de rejet n°1). Les résultats ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs limites. Le fonctionnement par batch avec rejet après validation analytique permet par ailleurs d'éviter le rejet d'effluents non conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2013, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles issues du process de régénération de morpholine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux industrielles issues du process de régénération de la morpholine sont pré-traitées par osmose inverse ou tout autre dispositif équivalent permettant de garantir un rendement de 86 % sur l'abattement de la N-nitrosomorpholine avant de rejoindre les bassins 1 et 2. Les caractéristiques du rejet en sortie du dispositif de pré-traitement doivent respecter les valeurs limites suivantes : N-nitrosomorpholine : 5 µg/l et flux maximal inférieur à 125 mg/l
Constats : Voir point de contrôle précédent. Les teneurs en N-nitrosomorpholine sont inférieures aux limites de détection (<0,4 voire 0,010 µg/l). Les données présentées ne comprennent pas de mesures en amont de l'osmoseur sur la NMOR. Le rendement d'abattement de ce paramètre ne peut ainsi être évalué. Elles ne précisent également pas les volumes d'eau traités par l'osmoseur. Le flux émis ne peut être quantifié. En l'état des choses, cette donnée présente peu d'intérêt et ne pourrait être établie précisément au regard de l'absence de quantification de ce paramètre.
Observations : O5) l'exploitant précisera le rendement de l'osmoseur quant à l'abattement de la NMOR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée à fréquence semestrielle pour le paramètre N-nitrosomorpholine (NMOR) : - dans la Marque en trois points de prélèvement (effluents rejetés par la STEP de Forest-sur-Marque, en amont et en aval de la STEP) ; - dans les eaux souterraines au droit des piézomètres PzAhi et PzBois. Le plan de positionnement des prélèvements est annexé au présent arrêté.
Constats : La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée semestriellement sur les 3 points de mesure identifiés par l'arrêté préfectoral du 23/12/16. Le suivi met en évidence l'absence de détection de la NMOR dans l'environnement, ni dans les piézomètres hors site Pzahi et pzbois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet